

20201002 Lyon Bondy Blog

<http://lyonbondyblog.fr/LBB/marche-des-solidarites-37-ans-apres-la-marche-pour-legalite-un-retour-a-venissieux/>

Marche des solidarités : 37 ans après la marche pour l'égalité, un retour à Vénissieux

[Alexandre Tellier — 2 octobre 2020](#)

Depuis le 19 septembre, des sans-papiers marchent pour réclamer des droits, ils prévoient d'arriver à l'Elysée le 17 octobre. Le Lyon Bondy Blog s'est rendu au marché des Minguettes de Vénissieux ce jeudi 1er octobre pour rencontrer les marcheurs de Montpellier et Marseille ainsi que le réseau associatif à leurs côtés.



Ce n'est pas un hasard si la marche des solidarités passe par le quartier des Minguettes, en 1983 lors de la marche pour l'égalité, 9 des 17 jeunes qui composent le premier cortège sont issus de ce quartier. Djamel Attalah, marcheur historique de 1983 était présent hier au rassemblement de Vénissieux.

Trois revendications ressortent lors de ce rassemblement et depuis le début de la marche : la régularisation de tous les sans-papiers, un logement pour tous et la fermeture des centres de rétention administrative (CRA).

Sur le plan national, de [nombreuses organisations soutiennent cette marche](#), des associations, des syndicats et des partis politiques. Ce 1er octobre, une centaine de personnes étaient présent au rassemblement de Vénissieux. Parmi elles, on retrouve divers collectifs sans-papiers (CSP), la Cimade, Médecins du Monde, Réseau éducation sans frontières (RESF), Alternatiba, le mouvement pour une alternative non-violente (MAN), l'Union juive française pour la paix (UJFP) et des élus de Vénissieux.

Le Lyon Bondy Blog est allé à la rencontre des sans-papiers en marche depuis le 19 septembre mais aussi des acteurs locaux qui les ont accueillis.

Pourquoi êtes-vous mobilisé ?

Jean, sans-papier en marche depuis le 19 septembre et membre de la coordination des sans-papiers de Paris : *La crise sanitaire qu'on appelle la bombe sanitaire au sein des migrants est venue amplifier la précarité qui était déjà là. Nous avons fait une grande manifestation le 30 mai pour réclamer la régularisation de tous les sans-papiers et la fermeture des centres de rétention administrative. Dans ces CRA, il y a eu de nombreux cas de Covid, l'Etat n'a pas réagi et on s'est organisé une seconde fois le 20 juin pour demander la fermeture. Il n'y a pas eu de réaction mais nous ne pouvons pas baisser les bras, nous continuons la lutte. Face à cette passivité, l'idée de la marche en direction de l'Elysée est née. C'est pourquoi je suis ici aujourd'hui.*

Cyril, membre d'Alternatiba : *Je suis mobilisé dans le cadre de la marche nationale des sans-papiers qui a débuté le 19 septembre de Marseille et de Montpellier. C'est important de les accueillir convenablement, de montrer qu'ils ne sont pas seuls dans leur combat. Aujourd'hui ils passent par le quartier emblématique de la marche pour l'égalité de 1983. Demain nous accueillons les marcheurs de Grenoble avec un rassemblement devant le centre de rétention administrative de Saint-Exupéry.*



Pascale Delorme, professeure retraitée et membre de réseau éducation sans frontière (RESF) : *J'étais là en 1983 quand la marche pour l'égalité a débutée. C'est normal que je sois là aujourd'hui puisque j'habite à Vénissieux et que RESF appelle à cette manifestation pour accompagner les revendications des sans-papiers. Certaines familles sont sur le sol depuis*

plus de dix ans et ne pas avoir de papiers fait qu'on ne peut pas être considéré. Cela implique du travail au noir, parfois des marchands de sommeil. Nous devons montrer notre soutien.



Amir, sans-papiers en marche depuis le 19 septembre et membre du collectif des sans-papiers de Marseille : *On a organisé avec le CSP13 une manifestation à Marseille qui donne le départ de cette marche historique des sans-papiers. Malgré nos multiples manifestations le gouvernement reste sourd à nos revendications alors on ne lâche pas ! Nous continuons notre marche en direction de l'Elysée.*

Idir Boumertit, adjoint à la politique de la ville de Vénissieux : *J'ai été informé de cette marche il y a quelques semaines, je suis sensible à la cause des sans-papiers donc c'était logique d'être ici aujourd'hui. En 1983 ça a débuté ici, 37 ans plus tard on se retrouve à Vénissieux. Malgré les années, il y a encore des grosses difficultés, le pays des droits de l'homme n'est pas en capacité de répondre à l'urgence sociale de personnes qui ont fui des situations catastrophiques. C'est important d'être ici aujourd'hui.*

Chantal, bénévole à Médecin du Monde : *On est là pour accueillir les marcheurs, on fait des soins parce qu'ils ont les pieds dans un mauvais état. Quelques-uns sont enrhumé ou ont de la fièvre. Ils sont courageux ! De manière générale, on reçoit des personnes qui n'ont pas accès aux soins et nous les aidons d'un point de vue médical mais aussi d'un point de vue administratif. Ceux qui n'ont pas de papiers ont quand même deux droits en France, le droit aux soins et le droit à l'éducation pour les enfants. Il faut se battre pour ces droits.*



Qu'attendez-vous comme réponse du gouvernement ce 17 octobre à Paris ?

Jean : *Nous attendons que le gouvernement anticipe les choses. Qu'il nous écoute enfin car nous sommes des êtres humains comme eux. Il se targue d'être le pays des droits de l'homme et nous vivons dans une grande précarité mais ils s'en fiche. Alors c'est à nous d'être visible pour réclamer haut et fort la régularisation de tous les sans-papiers.*

Cyril : *On demande à ce qu'il y ait une régularisation massive de tous les sans-papiers. On le voit avec la crise sanitaire, les sans-papiers étaient souvent en première ligne, ils travaillaient dans des emplois invisibles. Que ce soit pour le ménage en EHPAD ou à l'hôpital, des aides à domiciles ou ceux qui ramassent les poubelles. C'est normal qu'ils aient les mêmes droits que le reste de la population.*

Pascale : *Je pense que le gouvernement va botter en touche car ce gouvernement est autiste. Il a beaucoup de mal à écouter les revendications qui viennent d'en-bas. Si on arrive à se faire entendre ce sera déjà bien.*

Amir : *J'attends une réponse positive aux revendications de ces milliers de personnes qui se trouvent en situation irrégulière. Personne n'a choisi d'être un sans-papier. Le 17 octobre on espère bien être entendu, on a choisi de taper plus fort et surtout dans la plus haute instance, l'Elysée.*

Idir : *On pourrait espérer qu'Emmanuel Macron les reçoivent comme Mitterrand a accueilli les marcheurs de 1983. Que le gouvernement soit bienveillant surtout dans cette période de crise sanitaire. Qu'enfin ils permettent à ces gens d'avoir les moyens de vivre, de vivre dignement en leur octroyant des droits.*

Chantal : *Qu'ils répondent enfin aux revendications. Je souhaite que tous les gens qui sont dans la rue puissent trouver un logement. C'est la première chose à faire pour qu'ils soient en bonne santé, qu'ils aient un abri.*



A la fin du rassemblement, les marcheurs ont été accueillis chez divers bénévoles pour la nuit.

Vendredi 2 octobre, les marcheurs de Marseille et de Montpellier vont retrouver ceux de Grenoble devant le Centre de rétention administrative de Saint-Exupéry pour réclamer sa fermeture. Samedi, une grande manifestation est organisée à Lyon en soutien aux sans-papiers et à leurs revendications. La prochaine étape de la marche sera à Belleville-sur-Saône ce dimanche.

[Alexandre Tellier](#)